

D'une autogestion l'autre : Paris-Belgrade 1948-1985

JOSEPH KRULIC

A la fin des années 1980, l'idée d'autogestion semble avoir disparu de l'horizon mental et politique de nos contemporains. Mais cette disparition s'est opérée sans faire-part de décès, ni larmes des héritiers présumés de ladite idée. Le « modèle yougoslave », fondé théoriquement sur l'autogestion, s'effondre dans l'inflation, les conflits interethniques et la contestation démocratique. En France, l'autogestion, thème idéologique capital au sein de la gauche non communiste dans les années 1968-1976, disparaît dans les contrecoups de la rigueur de mars 1983¹.

Cependant, la compréhension ou l'incompréhension du modèle yougoslave n'a jamais joué de rôle conséquent dans l'évolution de ce mythe (au sens sorélien) idéologique français. Les deux effondrements de l'autogestion sont plus concomitants et corrélés l'un à l'autre que causés l'un par l'autre.

De 1948 à 1965, les réalisations autogestionnaires en Yougoslavie et l'idée d'autogestion en France se déploient à l'ombre, triomphante ou contestée, du modèle stalinien dominant dans les esprits et influent dans les appareils de gauche du continent européen. Soupçonnée, non sans de bonnes raisons, d'être fondamentalement prémarxiste, en tout cas a-marxiste, pour ne rien dire du léninisme, l'autogestion — comme idée et comme réalisation — s'efforce de se donner des lettres de noblesse marxiste et/ou marxiste-léniniste.

L'autogestion comme idée et/ou idéologie, en France et en Yougoslavie, se situe incontestablement, avant 1948, dans une mouvance de gauche non marxiste — prémarxiste disent les marxistes, incorrigibles évolu-

1. Voir Jacques Delors et Philippe Alexandre, *En sortir ou pas*, Grasset & Fasquelle, 1985, p. 126-127.

tionnistes néo-hégéliens² —, qui n'a pas de relais dans les appareils de gauche représentatifs. On attribue souvent à l'idée d'autogestion des antécédents proudhoniens, anarcho-syndicalistes, et parfois fouriéristes. Sans pouvoir trancher ici un débat dont les enjeux sont autant politico-idéologiques qu'historiques, on peut toutefois remarquer que l'éclipse de l'idée d'autogestion pendant les années 1915-1950 a correspondu à la domination d'un marxisme stalinisé ou social-démocrate, également d'accord sur l'apologie de l'Etat comme instrument (provisoire, mais durable) de transformation sociale. Inversement, pendant la période d'avant 1914 et d'après 1956, époques de crise des diverses variantes du marxisme, l'idée d'association des travailleurs gouvernant sans avant-garde, ou d'autogestion, a connu un succès certain.

Nous mentionnons également pour mémoire ici le caractère réellement ou prétendument « autogestionnaire » de l'œuvre de Marx lui-même. Certains auteurs, parmi lesquels le « marxologue » Maximilien Rubel³ ont cherché dans les écrits de l'auteur du *Capital* une défense et illustration de l'idée autogestionnaire. Diverse et inépuisable « pensée devenue monde », selon l'expression de Henri Lefebvre, l'œuvre du barbu du cimetière de Highgate se prête à bien des « relectures ». Au demeurant, le modèle yougoslave se réclame du marxisme-léninisme, et la mise en place de la première loi d'autogestion en 1950 a supposé une « relecture », au sens le plus matériel et concret, des textes sacrés du marxisme.

En effet, la première concrétisation, à l'échelle d'un Etat, de l'autogestion a pour origine une crise inter-étatique entre deux Etats farouchement staliniens : la Yougoslavie communiste de 1948 et l'URSS de Staline. Pour éviter tout malentendu, rappelons que la Yougoslavie d'avant 1948 était, dans son régime politique intérieur, le plus fidèle disciple de l'URSS de Staline. La rupture a été causée par Staline, pour des raisons de politique extérieure, afin de mieux contrôler le camp socialiste au début de la guerre froide⁴. La rupture entre les Etats a provoqué une différenciation entre des modèles, et non l'inverse : le schisme a conduit à l'hérésie, et non l'hérésie au schisme.

Mais le schisme une fois consommé, un problème de légitimité s'est posé à la Yougoslavie stalinienne de Tito : par quoi remplacer le stalinisme ? Où se situait l'erreur dans le modèle ? Comment rester communiste quand on se voit renié par le successeur de Lénine à la tête de l'URSS, « patrie du socialisme » ? Les principaux idéologues du Parti communiste de 1948-1950 (Boris Kidric, Edvard Kardelj, Milovan Djilas) se sont mis

2. Quelques indications sur ce problème dans *L'âge de l'autogestion* de Pierre Rosanvallon, Seuil, « Politique », 1976.

3. Maximilien Rubel est l'éditeur des œuvres de Marx dans la collection « La Pléiade ».

4. En l'état actuel de la connaissance historique, cette conclusion nous paraît absolument établie. Voir notamment B. Ulam, *Titoism and the Kominform*, Harvard University Press, 1952.

au travail : travail mené dans la fièvre, fait de compilations et de discussions. En est sortie l'idée qu'il fallait organiser la gestion des entreprises par les ouvriers eux-mêmes, idée dont ces idéologues se sont persuadés, et ont persuadé Tito lui-même, fort sceptique à l'origine, qu'elle était conforme à une bonne interprétation des textes de Marx... et de Lénine⁵.

La naissance d'un titisme autonome que manifeste la loi de 1950 sur l'autogestion passe, à vrai dire, plus inaperçue en France que la rupture de 1948. L'autogestion octroyée par le haut ne déchaîne pas les imaginations.

S'agissant de la rupture elle-même, on peut distinguer en France le bloc stalinien (le PCF, ses intellectuels et compagnons de route), farouchement hostile au titisme, des sympathisants intellectuels du titisme naissant, parmi lesquels il convient de noter une aile « chrétienne de gauche » (cf. *Esprit* et Jean-Marie Domenach, notamment), et une aile « humaniste républicaine », où se distingue Jean Cassou⁶, directeur du Musée d'Art moderne, sans compter quelques représentants de la mouvance sartrienne comme Louis Dalmas⁷.

A cela il convient d'ajouter une réévaluation progressive au sein de la SFIO. Le livre de Jules Moch, *Yougoslavie, terre d'expérience*, publié en 1953, et la rencontre chaleureuse de Guy Mollet et de Tito à Paris en juin 1956⁸ manifestent ce rapprochement de raison, au sens où l'on parle d'un mariage de raison.

Si l'on excepte certains passages du livre de Jules Moch, l'aspect épique de la politique extérieure yougoslave passionne seulement les observateurs les mieux prévenus en faveur du régime. Qu'un tel membre du « socialisme réel » rompe durablement avec la mère-patrie du communisme paraît inouï, lourd de conséquences ou prometteur pour l'équilibre international ou la diversification des « voies socialistes ».

L'enjeu n'est pas négligeable, en effet : pour le PCF, Tito se maintenant au pouvoir, c'est un « Doriot yougoslave » qui réussit à remettre en cause la centralité de l'URSS dès l'époque 1948-1955 ; pour la gauche non communiste, SFIO comprise, c'est le début d'une diversification du « camp socialiste » et la possibilité d'approuver certains aspects d'un régime communiste précis, tout en marquant sa différence par ailleurs. Cela permet d'entrevoir une période où la pression communiste (que traduit encore la formule de Sartre dans *Les communistes et la paix*, en 1952 : « Un anticommuniste est un chien ») aura reculé, évolution qui, on le sait, n'interviendra qu'après 1974, après un premier palier en 1956.

5. Les écrits autobiographiques de Djilas dans leur ensemble renvoient à cette période, voir notamment *La société imparfaite*, Calmann-Lévy, 1969 et *La nouvelle classe dirigeante*, Plon, 1957.

6. Voir Jean Cassou, *Une vie pour la liberté*, R. Laffont, coll. « Vécu », p. 259 sq.

7. Louis Dalmas, *Le communisme yougoslave depuis la rupture avec Moscou*, Terre des Hommes, 1949, préface de J.-P. Sartre.

8. Jules Moch, *Yougoslavie, terre d'expérience*, Monaco, Ed. du Rocher, 1953, et Guy Mollet, *Le socialisme selon Tito*, Seghers, 1971.

La perception française de l'autogestion yougoslave de 1950, pour fondée qu'elle soit sur une information très vague, n'est pas au demeurant entièrement fautive. Si les institutions de base de l'autogestion yougoslave sont en effet installées par cette loi (conseil ouvrier de 40 à 120 personnes, comité administratif de 3 à 10 membres, direction), leur effectivité est paralysée par deux types de réalités : les élections au conseil ouvrier se font en effet sur présentation par le syndicat officiel, lui-même fermement contrôlé par la Ligue des communistes yougoslaves, et surtout, la marge de manœuvre financière desdites institutions est paralysée par le contrôle des deux tiers des ressources de l'entreprise par les planificateurs centraux⁹. Ce modèle singulier (gesticulation institutionnelle de directeurs et de conseils ouvriers « autogestionnaires » d'entreprises dont l'autonomie est faible) se prolonge jusqu'en 1965. Du point de vue de sa régulation, le système se tient en deçà de l'économie de marché, restant fidèle à l'économie de commandement stalinienne des années 30, que l'URSS connaît encore dans les années 80. Cela ne peut, en principe, que rassurer les communistes et les doctrinaires, qui n'ont pas oublié les imprécations de Marx contre la « sphère de la marchandise ».

Au surplus, le contexte international en 1955-1964 (réconciliation Khrouchtchev/Tito en 1955-1957 avant une nouvelle brouille, décolonisation, guerre d'Algérie, naissance du mouvement des non-alignés) favorise cette attention distraite à l'évolution de « l'autogestion réelle » en Yougoslavie. En 1961, lors de la Conférence de Belgrade des non-alignés, le prestige international de Tito est au zénith dans la gauche intellectuelle, notamment française, dont le tiers-mondisme devient le cristallisateur de l'identité.

On constate ainsi, à la veille de la grande réforme économique yougoslave de 1965, que l'autogestion yougoslave, du point de vue intérieur, a eu plus d'importance idéologique et identitaire que socio-économique ; que cette réforme, tant dans ses prétentions importantes que dans sa modestie réelle, est largement passée inaperçue à l'extérieur, notamment dans la gauche française. Quant à l'autogestion comme thème idéologique français, elle est confinée à de petits cercles qui peuvent s'apparenter, du point de vue sociologique, à des sectes : revue de Claude Bourdet¹⁰, intérêt théorique pour l'autogestion des ex-trotskistes ou ex-communistes d'*Arguments*, réunis autour de Claude Lefort et Edgar Morin. Rien, ou peu de chose, dans la thématique idéologique, n'annonce le grand souffle autogestionnaire de la fin des années 60.

Il faut toutefois distinguer, dans les années 1960-1968, thématique idéologique des ex-actuels ou futurs autogestionnaires, et dynamique sociologique de tous les groupes, souvent petits, qui préparent le défer-

9. Voir là-dessus Gilles Martinet, *Cinq communismes*, Seuil, 1971. et Miloško Drulovic, *L'autogestion à l'épreuve*, Fayard, 1973, préface de Michel Rocard.

10. Cette revue a changé trois fois de nom : *Socialisme et autogestion* jusqu'en 1970, puis *Autogestion* jusqu'en 1980, où elle devient *Autogestions*.

lement de l'idée d'autogestion. L'érosion de la SFIO comme force militante et électorale, la « déconfessionnalisation » de la CFDT en 1964, et la poussée du tiers-mondisme sur fond de crispation communiste (jusqu'à la mort de Maurice Thorez en 1964) et d'installation de la V^e République gaulienne provoquent la prolifération des « clubs de pensée »¹¹, dont la vitalité du petit, mais influent PSU constitue un prolongement.

Ces clubs et groupements manquent notamment d'un concept fédérateur, et celui de « socialisme » ne peut réellement en tenir lieu, car outre la complexité et la nébulosité qui le caractérisent, il ne permet pas de différencier une gauche « nouvelle », ni du PCF, ni de la SFIO. Et certaines manifestations comme le Colloque de Grenoble (1965) montrent bien que la « nationalisation », comme moyen, voire comme but du socialisme, provoque des réticences : que l'on pense au célèbre discours de Michel Rocard à ce même colloque¹².

D'autre part, le tiers-mondisme, après la guerre d'Algérie, constitue le sentiment dominant dans la « nouvelle gauche » non communiste. Ses implications idéologiques (« anti-impérialisme », en fait anti-américanisme) bloquent toute réflexion de compromis conscient avec le « capitalisme », ce qu'autorisent difficilement, par ailleurs, le rôle toujours important du PCF et le discrédit où sont tombées les alliances de troisième force de la SFIO ; tout cela, faut-il le rappeler, en dépit de la modernisation réelle de l'économie et de la politique en France entre 1958 et 1968, ou peut-être même à cause de cette modernisation, car la stabilité de l'exécutif et le fait majoritaire rendent difficile toute alternative politique. Contrainte par la logique et l'idéologie de l'époque de se donner une utopie, la nouvelle gauche est, tels les personnages de Pirandello, à la recherche, sinon d'un auteur, du moins d'un concept fédérateur.

Toutefois, la réforme économique de 1965 en Yougoslavie aurait pu compliquer la rencontre entre la nouvelle gauche, CFDT comprise, et l'autogestion¹³. En effet, la logique d'ensemble de la nouvelle réforme autogestionnaire est clairement libérale » ; on a pu parler de retour au « libéralisme », dans la mesure où l'autonomie rendue aux entreprises entraîne un chômage croissant, pour ne rien dire de l'inflation. D'où la polémique de tous les gauchistes, français notamment, et surtout des trotskistes¹⁴, contre ce retour du « capitalisme », qui atteint d'ailleurs

11. Michel Rocard, *alias* Michel Servet, y déclare : « La visée à long terme des socialistes n'est pas nécessairement la nationalisation, mais la transformation interne de la gestion des entreprises. »

12. Cf. n. 11.

13. Voir notamment D. Wilson, *Tito's Yugoslavia*, Cambridge University Press, 1979 et D. Russinov, *Yugoslav experiment 1948-1974*, Londres, 1977.

14. Voir A. Badiou, H. Jancovici, D. Menetrey, F. Terray, *Contribution au problème de la construction d'un parti léniniste de type nouveau*, Paris, Ed. Selio 1973. Dans le même esprit, Sweezy et Ch. Bettelheim, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Maspero, 1972, accusent les Yougoslaves d'avoir « rétabli le capitalisme ».

logiquement, et par ricochet, l'expérience du printemps de Prague, inspirée par des équipes de réformateurs comme Ota Sik et Radovan Richta.

Il convient donc de s'interroger sur ce paradoxe : les événements de 1968, « été de la Saint-Martin du marxisme », globalement et verbalement très hostile au « capitalisme », au « marché », à l'individu consommateur et agent économique, vont permettre un essor de l'idée d'autogestion en France, alors même que la réforme yougoslave de 1965 et le « printemps de Prague » démontrent la logique foncièrement libérale de l'autogestion comme réalité socio-économique. C'est dans ce clair-obscur idéologique que l'idée d'autogestion se développe en 1974-1976, alors même que l'« hiver de Prague », ainsi qu'une nouvelle réforme du système en Yougoslavie, en 1974-1975, vont encore souligner la contradiction entre « socialisme réel » et logique libérale de l'autogestion.

La période 1968-1976 illustre la vogue et les malentendus de l'idée d'autogestion. Une lecture des avatars Belgrade-Paris et Paris-Belgrade de cette idée, tout en gardant en point de mire le souvenir du « printemps de Prague »¹⁵ permet de dégager le caractère central, carrefour, pour ne pas parler d'« auberge espagnole », de ce concept, parfaitement adapté au demeurant au caractère polysémique et synthétique de la communication audio-visuelle, fondamentale dès les années 60, accélérant encore le tournis des modes politico-intellectuelles qui se succèdent à Paris.

Si l'on analyse les mouvements sociaux et politiques liés à l'idée d'autogestion, on peut noter que la vogue de cette idée, permise et accélérée par les retombées des événements de mai, se caractérise par la rencontre entre une vulgate plus marxisante que marxiste, et des nouvelles couches salariées de la « nouvelle classe ouvrière » analysées autant que célébrées par Serge Mallet ; qu'elle s'enracine, du fait de son adoption, circonspecte par le nouveau PS issu du Congrès d'Epinay, enthousiaste par la CFDT où Edmond Maire remplace en 1971 Eugène Descamps¹⁶. Quant au rejet de l'autogestion par les groupuscules maoïstes, et surtout trotskistes, la cohérence proprement intellectuelle qui le motive n'en atténue pas le caractère confidentiel, du moins si l'on entend par là l'influence sur les mouvements sociaux, et non l'influence intellectuelle sur l'École normale supérieure.

La vogue de l'idée d'autogestion, accélérée par les événements de Mai 1968, a été rendue crédible par la rencontre entre une vulgate idéologique marxisante et les nouvelles couches salariées plus qualifiées des entreprises privées et des services publics, dans le contexte de la crois-

15. Le livre de Pierre Grémion, *Paris-Prague, la gauche française face au printemps et à l'hiver tchécoslovaques 1968-1978*, Fayard, coll. « Commentaire », 1985, est une mine conceptuelle et factuelle.

16. Voir Hamon et Rotman, *La deuxième gauche*, Ramsay, « L'épreuve des faits », 1982. Sur l'acceptation par le PCF, voir l'article de J. Roy dans la *Nouvelle Critique*, février 1974.

sance durable des « trente glorieuses », où le néo-capitalisme « fordien » assurait à tous un niveau de vie supérieur. La persistance d'un marxisme diffus dans la société française n'appelle pas, dans le cadre de notre analyse, un éclairage détaillé. Notons simplement que la concomitance entre les retombées de la défaite de 1940, l'industrialisation accélérée depuis 1920 et son corrélat, l'existence d'une classe ouvrière minoritaire mais active, ainsi que la marxisation des pays latins séduits par le modèle soviétique ont produit pendant quarante ans, entre 1935 et 1975, une structure politico-idéologique stable en France et en Italie, où tous les acteurs politiques et intellectuels se voyaient sommés de se définir par rapport au marxisme et aux diverses organisations qui s'en réclamaient. Mais si nous parlons ici de vulgate marxisante, c'est que l'analyse et la justification des aspirations des « nouveaux salariés », convertis en « nouvelle classe ouvrière » par des auteurs dont Serge Mallet constitue la figure éponyme¹⁷, parlent la langue du marxisme, se moulent dans la thématique marxiste, mais laissent apparaître des revendications corporatives qui auraient pris, dans une autre constellation idéologique, un autre langage sans changer véritablement de contenu. En effet, réclamer pour des techniciens, ingénieurs, salariés, un contrôle plus étroit de leur travail, voire de la gestion des entreprises n'est pas sans rappeler les revendications des premiers trade-unions dans l'Angleterre du XIX^e siècle, pour ne rien dire des « métiers » (bijoutiers, imprimeurs) qui ont donné, avant 1870, sa première coloration au socialisme français. Toujours est-il que la complexité de la stratification sociale issue de la croissance d'après-guerre met au premier plan des catégories pour lesquelles les soucis qualitatifs de participation à la marche de l'entreprise ou/et de culture/formation contrebalancent les revendications salariales.

Face à ce phénomène, l'adoption de l'autogestion par le seul PSU dès avant Mai 1968 aurait pu confiner l'idée d'autogestion au laboratoire d'idées. Non que l'influence du PSU soit nulle, car la diaspora de ses anciens adhérents a puissamment irrigué la gauche dans son ensemble, mais le cursus du PSU n'a pu mener à tout qu'à la condition d'en sortir.

L'adoption de l'autogestion comme idéologie par le Parti socialiste issu du Congrès d'Épinay (1971) va rendre cette idée véritablement dominante, au moins verbalement, dans le langage de la gauche française de 1974-1975. Elle se précise en mai 1975, lorsqu'une convention du parti adopte les *Quinze thèses sur l'autogestion*¹⁸. Après avoir rappelé le rôle des aspirations autogestionnaires avant 1915, le document analyse l'évolution conjointe de l'expérience soviétique et de la grande entreprise capitaliste entre 1920 et 1975 comme facteurs du déclin de cette idée : « Le projet autogestionnaire, c'est à partir de la propriété collective des

17. Voir *La nouvelle classe ouvrière*, Seuil, éditions successives en 1964 et 1969, mais également R. Garaudy, *Le grand tournant du socialisme*, Gallimard, 1970, coll. « Idées ». Garaudy est un des rares observateurs à analyser le modèle yougoslave.

18. Voir le numéro spécial du *Poing et la rose*, mai 1975.

principaux moyens de production et de la planification, l'inversion de la logique qui a jusqu'à présent caractérisé l'évolution des sociétés industrielles. » Le même document précise que l'autogestion vue par le PS de 1975 suppose une transformation des relations enseignants/enseignés, jeunes/adultes, la décentralisation des collectivités locales. Les rédacteurs insistent particulièrement sur la réforme de l'école et de la justice, sur le contrôle dans et hors de l'entreprise. L'autogestion ne se borne pas à une sphère « économique », elle implique une redéfinition des critères de l'utilité sociale « voulue et décidée ». Sociologiquement, l'autogestion version PS suppose un « front de classe », à savoir une alliance entre « classe ouvrière traditionnelle » et les fameuses nouvelles couches issues de la révolution scientifique et technique. Une analyse sociologique, même sommaire, permet de voir dans ce texte l'écho des aspirations des enseignants, des magistrats du SNM (Syndicat national de la Magistrature) et des salariés non ouvriers des secteurs privés et publics, qui forment de notoriété publique, et dès cette époque, la base électorale du nouveau PS.

La CFDT avait précédé le PS sur la voie de l'adoption de l'autogestion comme concept fédérateur. Toutefois, l'importance de l'autogestion dans l'idéologie de la CFDT en 1968-1978 n'abolit pas le fait que les relations CFDT/autogestion ont été plus tardives, plus floues, plus nuancées qu'on ne pourrait rétrospectivement le croire. En 1965, un an après la « déconfessionnalisation » et le triomphe de l'ex-groupe « reconstruction », apparaît une première et timide convergence entre la CFDT et l'autogestion¹⁹. Cette année-là, Edmond Maire, responsable de la Fédération chimie et représentant typique de ces nouvelles couches salariées de techniciens présente un rapport sur l'autogestion dans le strict cadre de sa Fédération. Cette même année encore, un groupe d'experts de la CFDT se rend en Yougoslavie pour un voyage d'études sur l'autogestion réelle. Le thème n'a donc pas acquis droit de cité au niveau confédéral. Le 16 mai 1968, au cours et au cœur des événements que l'on connaît, un communiqué de la direction confédérale se réfère à l'autogestion. C'est, semble-t-il, une improvisation d'Eugène Descamps, très sensible à la chaleur communicative des militants. En juin 1970, la CFDT adopte formellement le socialisme comme projet de société, lequel ne peut être qu'autogestionnaire, pour se différencier du « socialisme réel » des communistes. A partir de là et jusqu'en janvier 1978 au moins, l'autogestion sera le leitmotiv de la confédération dont E. Maire assure la direction. Mais lorsqu'on lit les publications de la CFDT à cette époque, on remarque que l'idée d'autogestion reste dans un flou certain, lorsqu'elle ne se confond pas avec le mouvement même de l'histoire. E. Maire et Jacques Julliard²⁰, dans le livre consacré à *La CFDT aujourd'hui* (1975, Seuil), définissent l'auto-

19. Sur l'évolution de la CFDT, voir Hamon et Rotman, *op. cit.*

20. Cf. p. 174.

gestion comme l' « idée de l'intervention directive des individus et des groupes dans les domaines où se joue leur propre destinée ». Ils reconnaissent que l'autogestion est un mythe, « une aspiration... au contact des réalités quotidiennes ». Ils précisent un point central : « L'autogestion n'est pas le socialisme réalisé, c'est le socialisme en marche. » Leurs références historiques ignorent bizarrement, mais non fortuitement à notre sens, la Yougoslavie, tout en intégrant le Congrès d'Amiens de la CGT (1906), la Russie de 1905 et 1917, la Pologne de 1956, Prague de 1968. De même, Pierre Rosanvallon, alors théoricien de la CFDT, montre bien dans *L'âge de l'autogestion* (1976, Seuil), de Proudhon à Castoriadis, et de Sartre au droit féodal, que l'idée d'autogestion est fondamentale et permet de penser l' « entropie démocratique » des systèmes représentatifs, sans mépriser les « libertés formelles ». Mais, à part une allusion condescendante, pas d'analyse du cas yougoslave. Seuls les livres d'Albert Meister²¹, très distanciés, mais fondés sur une enquête sur place, donnent la possibilité au lecteur d'avoir une vue globale du système. Faut-il ajouter qu'à l'instar de J.-J. Rousseau, de Benjamin Constant et de Mme de Staël, Albert Meister était Suisse romand ?

Or au moment même où l'idée d'autogestion connaissait son apogée dans les milieux intellectuels et sociopolitiques de Paris, l'autogestion yougoslave « réellement existante » — pour paraphraser l'expression soviétique de « socialisme réellement existant » — était une nouvelle fois réformée, réforme toujours imposée d'en haut par l'inusable Tito, à la suite de la crise croate de 1971-1972. Les modalités techniques de cette réforme sont particulièrement complexes, mais le but est clair : favoriser l'autonomie des unités de base dans le domaine de l'économie et de l'organisation politique, mais rendre cette autonomie contrôlable par le parti unique, et en cas de crise, par l'armée. Elle aboutit à contourner toute forme de démocratie politique pluraliste en paralysant l'émergence d'élites autonomes et de corps intermédiaires, laissant à la Ligue des communistes le monopole politique²².

L'autogestion yougoslave avait en effet abouti, en deux étapes (1950-1965 et 1965-1972), à un double résultat contraire aux présupposés communistes de la réforme de 1950 : d'une part, reconstituer l'économie de marché, et d'autre part, faire élire dans les Conseils ouvriers une élite de cadres, généralement plus instruits et motivés que leurs électeurs, ouvriers souvent d'origine rurale récente. Cette « oligarchisation » ou « entropie démocratique » de l'entreprise autogestionnaire constitue certes un mécanisme général des sociétés humaines, comme l'admettent notamment P. Rosanvallon et A. Meister. Mais la consolidation d'oligarchies locales, selon une légitimité technico-économique, pouvait menacer

21. Albert Meister, *Socialisme et autogestion, l'expérience yougoslave*, Seuil, 1964, et *Où va l'expérience yougoslave ?*, Anthropos, 1970.

22. Voir notamment D. Wilson et D. Russinov, *op. cit.*, ainsi que Ljubo Sirc, *Yugoslav economy under self-management*, Princeton University Press, 1979.

l'emprise politique de la LCY, en particulier dans les secteurs de modernisation rapide comme la banque.

Or comme cette évolution a coïncidé avec la crise croate de l'automne 1971, où les revendications étaient inséparablement économiques et politiques²³, ce fut l'occasion pour Tito de déclencher une campagne contre la « déviation technocratique ». La réforme de 1974-1976 voulait combattre ce « technocratisme libéral », en renforçant l'autonomie des groupes de travail et en instaurant un original système de mandat impératif dans les élections politiques. Le but global est clair, et peut être analysé à la lumière de la philosophie politique la plus classique, de Montesquieu à Raymond Aron : abattre les pouvoirs intermédiaires entre le peuple et le pouvoir. Cette défiance envers la représentation et l'influence de la société civile révèle le rêve jamais assouvi de « transparence » entre la « base » et le pouvoir, potentiellement totalitaire dans la mesure où sa réalisation supposerait l'atomisation des citoyens et la toute-puissance de l'Etat.

A cet égard, on peut souligner qu'une partie de la gauche politique française autogestionnaire restait malgré tout sceptique sur le caractère véritablement démocratique et efficace de l'autogestion yougoslave. En préfaçant un livre de Drulovic sur *L'autogestion à l'épreuve* (1973), lequel²⁴ décrivait le système comme plutôt efficace et démocratique, au sens où l'autogestion constituerait le dépassement du pluripartisme et du monopartisme par la « démocratie directe », Michel Rocard, alors dirigeant du PSU, soulignait le risque technocratique, le caractère octroyé de l'autogestion yougoslave, le caractère insuffisant de l'autogestion en dehors de la production, le lien problématique entre autogestion et planification, ainsi que le fait que le « monopole politique de la LCY pose un problème au lecteur français ». Tout en admettant la nécessité de réguler les divisions ethniques, M. Rocard affirmait « qu'il n'en reste pas moins que les habitants d'un pays comme le nôtre se posent des questions sur le fonctionnement politique de la Yougoslavie ». Il se gardait bien toutefois de définir la spécificité d'une autogestion « à la française » : « L'autogestion, c'est probablement la recherche d'une société dont le niveau de complexité se rapproche un peu plus de la richesse de la vie elle-même. »

Il apparaît donc que dès son apogée (1968-1976), l'idée d'autogestion se manifeste, dans son va-et-vient Belgrade-Paris, voire Prague-Paris²⁵, comme une nébuleuse qui constitue à la fois un médium Est-Ouest, un mythe fondateur de substitution au « socialisme », dont la mystique est menacée par la politique des Etats d'Europe de l'Est et une maximisation idéologique pour les socialistes aspirant à une sorte de « passage du Nord-Ouest » : trouver un socialisme résolument en rupture avec le capitalisme, qui ne sombrerait pas dans le caractère dictatorial du soviétisme.

23. Sur la crise croate, voir la thèse de D. S. Stefanovic, EHESS multigraphié.

24. Voir Mijolko Drulovic, *op. cit.*

25. Voir P. Grémion, *op. cit.*

L'autogestion est d'abord un médium idéologique Est-Ouest. Non seulement entre Belgrade et Paris, y compris entre les marxistes révisionnistes de la revue *Praxis* et les sartriens des *Temps modernes*, qui consacrent aux premiers un numéro spécial de leur revue (1976), mais également entre Varsovie, Prague, Budapest et la gauche européenne de l'Ouest. Se proclamer « autogestionnaire » constitue pour les opposants de gauche en Europe de l'Est et les communistes yougoslaves un moyen de conserver une identité de gauche. Or, on le sait, avant la grande rupture de 1974 provoquée par la diffusion de *L'Archipel du Goulag*, la gauche intellectuelle française pourfend durement les dissidents de l'Est, soupçonnés de « n'être pas à gauche ».

L'autogestion est, d'autre part, un mythe fondateur de substitution du « socialisme », par rapport au « socialisme réellement existant ». Pour des raisons souvent analysées²⁶, la France n'a pas connu de social-démocratie réelle, et avant 1978, il n'était pas de pire injure à gauche que d'être qualifié de « social-démocrate ». L'hégémonie intellectuelle et la puissance tant électorale que sociale du PCF (*via* la CGT) étaient telles qu'il fallait, pour s'ancrer à gauche, être socialiste, sans pouvoir être « soupçonné de social-démocratie ». Mais eu égard à certaines caractéristiques des « pays socialistes » rarement avouées parce qu'inavouables, et attribuées à des raisons circonstanciées (retard historique de l'Europe de l'Est, cf. le rôle des « circonstances » dans la justification de la Terreur en France), il fallait en appeler d'un socialisme réel au socialisme légitime, socialisme idéal et idéal, à la fois antémarxiste et suffisamment marxisant pour paraître à beaucoup marxiste.

Dans ce contexte, le concept d'autogestion se manifeste ainsi comme une maximisation idéologique destinée à se créer une identité authentiquement socialiste. L'autogestion est contraire à la centralisation et au capitalisme. On pouvait à la fois dire qu'aucune expérience autogestionnaire n'avait fleuri dans un pays développé, et que d'intéressantes expériences avaient eu lieu à certaines périodes paroxystiques de l'histoire (Commune de 1871, Russie de 1905 et 1917, Hongrie de 1919 et 1956, Pologne de 1956 et Tchécoslovaquie de 1968). Mais il était capital alors d'affirmer qu'on ne pouvait rien conclure sur l'expérience yougoslave, menée dans un pays pauvre et sous-développé. Certains ont hésité devant un raisonnement aussi rapide et imprudent, comme Michel Rocard dans sa préface au livre de Drulovic (voir *supra*). Mais si l'on excepte l'œuvre capitale d'Albert Meister, l'« autogestion réelle », l'ignorance et l'idéologie aidant, fut largement passée sous silence par les partisans d'une autogestion *sui generis* à la française.

26. L'absence de syndicats puissants liés organiquement à un Parti socialiste de masse paralyse tout compromis. Voir les livres de Jacques Julliard sur le syndicalisme révolutionnaire, et B. Manin et A. Bergougnioux, *La social-démocratie ou le compromis*, PUF, 1979.

Dans la période 1979-1983, l'autogestion yougoslave se discrédite dans la crise générale du système yougoslave ; l'autogestion disparaît dans l'oubli et la rigueur de gauche après mars 1983. Personne, au demeurant, n'aura noté la simultanéité de ce double décès.

La période 1979-1983 voit la disparition de fait de l'autogestion yougoslave dans la crise économique, qui, après 1983, se transforme en crise politique et idéologique générale. Par disparition nous entendons, non certes l'abrogation formelle des lois de 1950 et 1976, mais le fait que la crédibilité extérieure, mais également intérieure du modèle autogestionnaire yougoslave devient aléatoire, après le plan de « stabilisation » de juillet 1983, à côté duquel le plan Delors de rigueur (mars 1983) apparaît bien modéré : chute de 40 % du niveau de vie en cinq ans, réduction drastique des importations ; le chômage et l'inflation, déjà importants, croissent encore et l'inflation tend à devenir « sud-américaine ». Des voix s'élèvent pour tourner publiquement en dérision le système autogestionnaire, chose impensable avant la mort de Tito, survenue le 4 mai 1980.

Cette mort jette un voile événementiel trompeur sur l'évolution de la Yougoslavie. L'hommage unanime des chefs d'Etats, celui de nombreux médias saluent la vedette des relations internationales, l'homme de la résistance à Hitler et du « non » à Staline. Mais tous ceux qui ont suivi l'évolution de la Yougoslavie entre 1965 et 1980 savent que plusieurs crises menacent, largement liées à la tournure prise par l'« autogestion ». Au niveau politique, la constitution de 1974, inspirée par Tito, afin d'éviter qu'un « homme fort » issu de Serbie ne prenne les rênes du pouvoir, rend le pays ingouvernable, plus encore qu'autogéré : direction collégiale, tant au niveau du Parti que de l'Etat ; Gouvernement dont le rôle est strictement économique, mais qui n'a pas les moyens monétaires (système bancaire très décentralisé au niveau des républiques depuis 1972) d'appliquer une politique économique de rigueur ; républiques autonomes entre elles (6 républiques), mais également subdivision entre les trois ensembles de la Serbie (Serbie proprement dite, Voïvodine au nord, Kosovo où prédominent les Albanais au sud). Pratiquement, l'autogestion politique se traduit surtout par le foisonnement institutionnel et l'impossibilité, pour une nationalité ou un homme, d'imposer une décision positive aux autres ; l'inertie ou la paralysie sont des situations négatives que chacun peut imposer à tous. Economiquement, elle se traduit par l'autonomie de chaque entreprise, qui doit satisfaire d'abord ses salariés ; l'« économie de marché » s'y exprime en fait par la fermeture des marchés de chaque république aux entreprises des autres républiques.

La planification par contrats de plan prévue par la loi de 1976 sur l'autogestion n'a jamais fonctionné, faute d'accords possibles entre entreprises aux intérêts divergents.

Le résultat de cette implosion de l'autogestion yougoslave vers 1988-1989 est bien connu : le pays se trouve en butte aux luttes nationales les plus vives, notamment au Kosovo ; l'inflation de 1989 tend à dépasser

700 % l'an²⁷, la dette extérieure par habitant est supérieure au niveau polonais ; le chômage est, relativement, le plus élevé (15 % de la population active) des grands pays européens, et l'émergence du leader serbe Slobodan Milosevic a une logique charismatique que l'autogestion n'avait pas prévue. La constitution a d'ailleurs été réformée le 28 mars 1989, et cette réforme, qui restreint l'autonomie des « républiques autonomes » de Voïvodine et du Kosovo va directement à l'encontre des objectifs initiaux de ladite constitution.

Parallèlement à ce discrédit de l'idée d'autogestion en Yougoslavie, la même idée se voyait discrètement abandonnée, d'abord par l'intelligentsia française vers 1977-1980, puis par le Gouvernement socialiste français. Le tournant intellectuel de 1977-1980 met au premier plan en France des idées bien différentes de celles de la décennie 1967-1977 : libéralisme politique (de Benjamin Constant à Raymond Aron, des réhabilitations ont lieu, sidérantes, si l'on se souvient de Mai 1968) et économique, anticommunisme et antimarxisme, poussée du thème des « droits de l'homme ». L'autogestion est emportée par ce véritable retournement. Politiquement, la victoire de 1981 fut la seule victoire électorale, sur le continent européen, d'un parti qui a prétendu faire de l'autogestion le concept central de son idéologie proclamée. Mais de la coupe idéologique aux lèvres de la gestion, le breuvage fut amer. Non que les socialistes n'aient tenté d'inscrire dans la réalité législative certains éléments de cogestion, sinon d'autogestion. Les lois Auroux promulguées dans la dernière partie de l'année 1982, alors qu'un premier programme de rigueur avait été instauré en juin 1982, ont de quoi impressionner le juriste (la rédaction d'un tiers du Code du Travail se voit modifiée), mais leur résultat pratique est plus modeste : elles institutionnalisent le rôle des syndicats dans la négociation, et font de la négociation une obligation légale. Un équivalent est prévu dans le secteur public : la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public met en place des institutions tripartites où l'Etat, les syndicats et les « usagers » sont représentés. Ce système, dans le droit fil des nationalisations de 1945-1946, peut difficilement passer pour une autogestion. C'est une forme de cogestion corporative, du moins en apparence, car l'Etat, qui nomme les représentants des usagers, a les moyens d'imposer ses volontés aux syndicats.

Mais le programme de rigueur de mars 1983 implique, comme le montre très clairement Jacques Delors dans son livre écrit en collaboration avec Philippe Alexandre²⁸, la remise en cause de l'idée d'autogestion elle-même. Le succès de cette dernière, entre 1965 et 1977, avait largement été un résultat tardif de la croissance des trente glorieuses et de la société d'abon-

27. Outre la presse internationale et yougoslave (*Politika* à Belgrade, *Oelo* à Ljubljana), les cahiers économiques annuels de l'OCDE sur la Yougoslavie et la synthèse annuelle de la Documentation française sur les pays de l'Est permettent de suivre l'évolution politique et économique.

28. P. Alexandre et J. Delors, *op. cit.*, p. 126.

dance, y compris dans les critiques que ladite « société de consommation » a engendrées vers 1965-1973. Le ralentissement de la croissance et la montée du chômage ont fait reculer la volonté de « contrôler » et d'« autogérer », alors même que cela aurait signifié l'autogestion de l'austérité. En tout état de cause, l'autogestion signifiait, pour la plupart de ses promoteurs en France, la convivialité dans l'abondance et l'absence de contrainte économique sur la production et l'emploi. Or, comme l'explique J. Delors dans l'ouvrage cité plus haut, la « rigueur » et la crise dont elle est issue signifient en premier lieu l'abandon d'une priorité à la distribution d'un produit de la croissance économique, au profit d'une priorité de la production dans un contexte de compétition. La demande sociale et politique d'« autogestion » semble d'évanouir de ce fait. Interrogé là-dessus, le rocardien François-Xavier Stasse parle d'autonomie, concept dont la précision n'est pas la qualité majeure. La CFDT, en ce qui la concerne, semble n'avoir plus rien à dire sur le sujet. Un théoricien comme Pierre Rosanvallon préfère s'attacher à l'étude du « moment Guizot »²⁹ et du recentrage de la société française. Bref, une véritable aphonie intellectuelle et idéologique sur l'idée d'« autogestion » paraît s'être installée en France, inversement proportionnelle à l'inflation conceptuelle et politique sur cette même idée qui avait cours entre 1968 et 1976.

Il est symptomatique que personne ne se soit avisé de la concomitance entre la déroute historique de l'idée d'autogestion en France et la déroute pratique du système autogestionnaire en Yougoslavie. Comme nous l'avons vu, l'ignorance et le désintéret y ont contribué : l'étude sérieuse des évolutions de l'autogestion en Yougoslavie n'a jamais constitué un paramètre pour le choix en faveur de l'autogestion en France. A partir du constat que la Yougoslavie était un pays pauvre et sous-développé, on en concluait que les problèmes apparus en Yougoslavie (chômage, inflation, désintéret des ouvriers envers la gestion) ne se manifesteraient guère dans une société éduquée, riche et nationalement plus homogène comme la France. Certains, plus attentifs, comme J. Delors dans son livre *Changer*³⁰, préconisaient de conserver à tout prix — dans une société autogestionnaire — l'indépendance des syndicats, afin d'éviter l'emprise d'une seule force dominante — Etat ou parti. D'autres, adversaires de l'autogestion comme le libéral Henri Lepage³¹, signalaient la logique contraire à la création d'emploi de l'entreprise autogestionnaire : un Conseil ouvrier agissant conformément à l'intéret des ouvriers a tendance à augmenter les revenus des salariés de l'entreprise, en décourageant l'embauche de nouveaux salariés.

D'une manière générale, les partisans de l'autogestion traitant du cas yougoslave avaient tendance à confondre les conséquences de la

29. Voir *Le moment Guizot*, Gallimard, 1984 et *La France du centre*, Gallimard, 1988.

30. Fayard, 1975.

31. *Autogestion et capitalisme*, Ed. Masson, Réponses à l'anti-économie, 1972.

pauvreté, incontestable, de la Yougoslavie, et les conséquences des mécanismes autogestionnaires eux-mêmes. De cette pauvreté de la Yougoslavie ils ne déduisaient d'ailleurs pas, comme Albert Meister, que l'autogestion constituait, parmi d'autres, un moyen de faire supporter l'industrialisation à la population, à un coût moindre que la centralisation stalinienne, tout en permettant le recrutement d'une élite motivée pour et par l'économie moderne. Cette fonction préindustrielle de l'autogestion entraînait directement en conflit avec la vision d'une autogestion-dépassement postindustriel d'une économie capitaliste développée, qui semblait être l'interprétation coutumière des partisans de l'autogestion en France.

De sorte que le va-et-vient Belgrade-Paris de l'idée d'autogestion paraît illustrer un fait paradoxal en France. Alors même que l'intelligentsia et la classe politique françaises recherchent volontiers, depuis le XVIII^e siècle, le modèle étranger plus ou moins bien compris — modèle du despotisme éclairé, modèle britannique, modèle soviétique, chinois, cubain, américain —, dans le cas de l'autogestion, le modèle étranger disponible semble susciter méconnaissance et gêne. Les plus intéressés sont les adversaires déterminés du modèle (trotskistes, théoriciens comme Sweezy et Bettelheim)³² ou libéraux (Henri Lepage). D'autres se satisfont davantage du côté « romantique » de l'histoire yougoslave : personnage de Tito, indépendance vis-à-vis de l'URSS. Les mécanismes et les problèmes de l'autogestion yougoslave paraissent procéder d'une complexité prosaïque, étrangère au parfum épique de l'illusion lyrique dont se nourrit, notamment au lendemain de Mai 1968, l'idée d'autogestion en France.

Depuis 1948, l'idée et la réalité de l'autogestion ont connu en France et en Yougoslavie des destins parallèles, plus qu'influencés réciproquement. Trop « à droite » pour beaucoup (communistes, gauchistes), liée de manière plus ou moins claire au mélange détonant de Parti unique et d'anarchie yougoslave, l'autogestion yougoslave ne pouvait plaire à personne en France, et notamment pas à la gauche, fût-elle « autogestionnaire ».

La poussée de fièvre des années 1968-1974 a néanmoins mis à la mode l'idée d'autogestion au sein de la gauche non communiste. Celle-ci avait besoin de s'ancrer à gauche et de se définir un mythe — au sens sorélien — acceptable, au moins formellement — par la plupart de ses composantes. De fait, elle a contribué à cimenter l'unité de cette gauche. La crise économique et l'implosion du marxisme après 1976 ont toutefois rendu inutile cette fonction et impossible toute expérience réelle, à l'heure de la « rigueur », laquelle est d'ailleurs contemporaine d'une crise du modèle yougoslave qui discrédite de manière durable l'idée d'autogestion généralisée.

32. Voir Sweezy et Bettelheim, *op. cit.*